



ARTICLE DE RECHERCHE

**VLADIMIR POUTINE :
UNE OBSESSION
UKRAINIENNE ?**

OSEEM

OBSERVATOIRE STRATÉGIQUE DE RECHERCHE
POUR L'EUROPE ET LA MÉDITERRANÉE

Vladimir Poutine : une obsession ukrainienne ?

Par Yaël Touati

Le 24 février 2022, le monde se réveillait avec stupeur en découvrant l'invasion russe de l'Ukraine. Malgré les mises en garde répétées de la Maison Blanche, les Européens ont voulu croire jusqu'au bout à l'option diplomatique. Les Ukrainiens eux-mêmes ne croyaient pas que Vladimir Poutine irait jusqu'à une invasion généralisée de leur territoire. Jusqu'au dernier moment ce dernier aura nié toute velléité d'invasion, qualifiant au passage les accusations en ce sens « d'hystérie occidentale »¹. Dans une allocution télévisée publiée le 24 février à 5h30 (heure de Moscou), le président russe annonçait le début d'une « opération militaire spéciale » pour « démilitariser et dénazifier l'Ukraine » et « traduire en justice ceux qui ont commis de nombreux crimes sanglants contre des civils, y compris des citoyens de la Fédération de Russie »². Cependant, après plus de deux mois de conflit (et à la surprise générale de tous les experts), l'Ukraine résiste encore et toujours. L'armée russe, face à l'opposition ukrainienne empêchant la prise de Kiyv, se redéploie à l'est du pays. Le nouvel objectif semble désormais la prise du Donbass pour le 9 mai, date

symbolique puisqu'elle célèbre le jour de la victoire contre l'Allemagne nazie.

Mais malgré cet apparent succès des Ukrainiens la guerre continue de faire rage dans le pays et des images de plus en plus insoutenables arrivent sur nos écrans. La découverte à partir du 1er avril de dizaines de corps dans la ville de Boutcha à la périphérie de Kiev, et dont les assassinats sont imputés à l'armée russe, démontre la tournure imprévisible et terrifiante que prend ce conflit. L'OTAN se refusant d'intervenir militairement, l'Ukraine bénéficie cependant de livraisons massives d'armes et de matériel en provenance de ses pays membres. A ce jour les négociations entre ukrainiens et russes sont au point mort. D'un côté l'Ukraine dénonce l'intimidation de la Russie et de l'autre la Russie le manque de volonté des Ukrainiens. Aucune fin au conflit ne semble se présager dans un horizon proche.

Si prédire l'issue finale de cette guerre et ses conséquences paraît bien vain, tant les événements de ces dernières semaines ont bouleversé toutes les prévisions géopolitiques, il semble en revanche pertinent d'analyser les arguments du Kremlin pour justifier cette invasion. Le discours du 24 mars se voulait comme une synthèse d'un narratif que Vladimir Poutine développe depuis des années. Les points notables sont : une nazification de

1 "Ukraine : la Russie évoque une "hystérie" occidentale"? France Info, 25 janvier 2022, URL : https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/joe-biden/ukraine-la-russie-evoque-une-hysterie-occidentale_4929135.html

2 Gaël-Georges Moullec, *Traduction intégrale du discours de Vladimir Poutine du 24 février 2022*, Revue Politique et Parlementaire, 24 février 2022, URL : <https://www.revuepolitique.fr/intervention-du-president-poutine-24-fevrier-2022/>

l'Ukraine, les promesses non tenues de l'OTAN, un génocide opéré par l'Ukraine contre les russophones (surtout dans le Donbass) et l'Ukraine comme territoire historique de la Russie. Au-delà de dénoncer le

caractère approximatif, voire mensonger de ses affirmations, il faut se plonger aux sources de ces idées pour comprendre leur origine et ainsi tenter de mieux comprendre la stratégie de Vladimir Poutine.

I. Une Ukraine nazifiée, réalité ou diabolisation ?

C'est sans nul doute le point ayant suscité le plus de controverses dans le discours de Vladimir Poutine : l'Ukraine serait acquise à la cause nazie. Si à première vue cet argument semble complètement irréal, il s'appuie sur des faits réels dénaturés et exagérés par la propagande du Kremlin. Lors de la Seconde guerre mondiale, l'Allemagne nazie d'Hitler attaque par surprise l'URSS lors de l'opération Barbarossa en 1941. Quand les nazis arrivent en Ukraine, certains nationalistes voient en Hitler la chance d'obtenir un État ukrainien indépendant face à l'URSS et décident de collaborer. Parmi eux, un certain Stepan Bandera qui avec son armée l'OUN B commettra de nombreuses exactions notamment contre les juifs. Cependant, Hitler qui voyait l'indépendance de l'Ukraine comme une menace de plus, ordonna la mise aux arrêts de toutes les grandes figures indépendantistes (dont Stepan Bandera). Les nationalistes se retrouveront ainsi à se battre autant contre les nazis que contre les soviétiques et parfois même entre eux.

Après avoir obtenu son indépendance en 1991, l'Ukraine n'aura de cesse de rejeter les symboles du soviétisme et de mettre en avant des personnalités ayant lutté contre l'URSS et dont le rôle est sujet à controverse. Cette dynamique va s'accélérer avec la révolution Orange de 2004 (mouvement ukrainien dénonçant la fraude et la corruption dans le processus électoral). En 2010, un décret du président Viktor Iouchtchenko fit de Stepan Bandera un « héros d'Ukraine », soulevant une profonde polémique dans le pays ainsi qu'en Europe. En 2016, une avenue à Kiev était rebaptisée à son nom. L'ancien nom de cette artère n'était nulle autre que celui de la capitale de la Russie : Moscou. Ces décisions auront à la fois galvanisé le sentiment national ukrainien mais creusé encore plus le fossé avec une partie des populations russophones (notamment dans le Donbass et en Crimée) très attachées au récit de la « Grande guerre patriotique » décrit par le Kremlin. Cependant, malgré tous ces signes, l'extrême droite nationaliste n'a que peu d'emprise sur la vie politique en Ukraine. L'alliance entre les partis ultranationalistes Svoboda, Secteur droit et Corps national n'obtiendra que 2 % des voix lors des législatives de 2019.

Mais le plus flagrant exemple pour appuyer la théorie d'une Ukraine nazifiée, en tout cas son armée, et sans cesse repris par les discours du Kremlin, est sans aucun doute celui du bataillon Azov. Créé en 2014 par Andreï Biletski, dirigeant du parti ouvertement raciste et xénophobe, Assemblée sociale-nationale (SNA), ce bataillon était formé à l'origine d'un noyau dur de militants

nationalistes, rejoints au fur et à mesure par des combattants non affiliés à l'idéologie d'extrême droite, pour épauler une armée ukrainienne complètement dépassée suite au soulèvement du Donbass. S'illustrant lors de la reprise de Marioupol aux séparatistes, le bataillon Azov devient officiellement un régiment de la garde nationale, sous la tutelle du ministère de l'intérieur ukrainien. Mais si son prestige s'étendait dans toute l'Ukraine, sa réputation est vite entachée par certains crimes de guerre dans le Donbass (tortures, viols) qui leur ont été attribués en 2016 par des rapports émanant de l'ONU, d'Amnesty International et de Human Rights Watch. Le nombre exact de ses membres est estimé jusqu'à 5000 combattants avant la guerre, selon Adrien Nonjon, doctorant INALCO au Centre de Recherche Europe(s) Eurasie. Soit 2% des effectifs de l'armée ukrainienne en comptant la garde nationale³.

Forts de tous ces faits avérés, Vladimir Poutine extrapole et déforme la réalité pour en créer une nouvelle et affirmer que l'Ukraine serait aux mains de néo-nazis, voir que la société ukrainienne tout entière est acquise à cette cause. Omettant que des millions d'ukrainiens se sont battus contre les nazis avec l'Armée Rouge, il met ainsi en place le mythe d'une Russie défenseuse de l'Europe face au fascisme tout en édulcorant, voir en supprimant, les actes les plus condamnables de l'URSS comme le pacte de non-agression avec les nazis en 1939 pour faire main basse sur l'Europe de l'Est, les déportations de populations et les répressions dans les goulag où des millions de soviétiques ont été envoyés. Dans un rapport nommé : « Russie : crimes contre l'histoire », rendu public le 10 juin 2021 par la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), les auteurs dénoncent une guerre systématique menée par le régime de Vladimir Poutine contre les historiens de la période soviétique et une invisibilisation des victimes et des crimes commis sous cette période cherchant à présenter ces derniers comme une sorte de "catastrophe naturelle"⁴. Les crimes notamment commis sous Staline, comme la famine organisée pour mater l'Ukraine en 1932 (l'Holodomor) ou encore le massacre de Katyń en Pologne en 1940, sont mis au banc de la mémoire russe. Ce qui ne doit pas empêcher l'Ukraine de se pencher sur ses mémoires une fois que la situation sera revenue au calme pour mettre en lumière certaines zones d'ombres passées et présentes de son histoire comme les affrontements meurtriers à Odessa ayant vu la mort de 42 militants prorusses dans l'incendie de la Maison des syndicats de la ville le 2 mai 2014⁵.

³ Juliette Mansour, "L'Ukraine acquise à l'idéologie néonazie ? Attention à ces publications reprenant le narratif du Kremlin", AFP Factuel, 17 mars 2022, URL : <https://factuel.afp.com/doc.afp.com.324Q3AK>

⁴ Isabelle Mandraud, "Comment Vladimir Poutine bâillonne les historiens pour mieux réécrire l'histoire de la Russie", Le Monde, 18 juin 2021, URL : https://www.lemonde.fr/international/article/2021/06/10/comment-vladimir-poutine-baillonne-les-historiens-pour-mieux-reecrire-l-histoire-de-la-russie_6083548_3210.html

⁵ Benoît Vitkine, "Odessa, un an après le drame du 2 mai", Le Monde, 2 mai 2015, URL : https://www.lemonde.fr/europe/article/2015/05/02/odessa-un-an-apres-le-drame-du-2-mai_4626395_3214.html

II. L'OTAN a-t-elle promis à la Russie de ne pas s'élargir vers l'est ?

Depuis l'automne 2021, ce n'est pas moins de 200 000 soldats russes qui ont été progressivement déployés à la frontière ukrainienne et au Bélarus selon les renseignements américains et ukrainiens⁶. Les demandes de Vladimir Poutine sont claires : plus aucun élargissement de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord créée en 1949) et la garantie que l'Ukraine ne rejoigne jamais l'alliance atlantique. Des demandes inacceptables pour les pays-membres de l'OTAN qui voyaient en ces demandes une tentative du président russe de recréer une zone d'influence en Europe de l'Est comme au temps de l'URSS. Vladimir Poutine n'aura alors de cesse de rappeler la « promesse » brisée des occidentaux de ne pas étendre l'OTAN « d'un pouce vers l'est ». Mais de quoi parle-t-on exactement ?

Cette « promesse » de ne pas étendre l'OTAN « d'un pouce vers l'est » est supposée venir d'un échange entre le secrétaire d'État américain James Baker et le président russe Mikhaïl Gorbatchev le 9 février 1990 traitant de la réunification des deux Allemagne⁷. L'on y retrouve bien ces exacts mots prononcés par le secrétaire d'Etat américain et largement repris par Vladimir Poutine dans son argumentation pour défendre sa zone d'influence en Europe de l'Est. De plus, des documents révélés par le journal allemand Der Spiegel, le 18 février 2022, font état du procès-verbal d'une réunion des directeurs politiques des ministères des Affaires étrangères des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne, tenue à Bonn le 6 mars 1991⁸. Les échanges entre ces derniers démontreraient qu'il y avait un accord entendu afin de ne pas étendre l'OTAN de manière générale notamment à l'est proche de la Russie.

Il convient cependant de remettre ces discussions dans leur contexte, à savoir avant la disparition de l'URSS (le 26 décembre 1991). A l'époque, il était alors impensable que les dirigeants occidentaux croyaient sérieusement pouvoir étendre l'OTAN à des pays appartenant au Pacte de Varsovie (dissous le 1er juillet 1991). De plus la « promesse » faite à Gorbatchev en 1990, ne concernait que la réunification des deux Allemagne avant la chute de l'URSS. Le président russe essayait de dissuader la présence de troupes de l'OTAN sur le territoire de l'Allemagne de l'est en échange de la réunification. Cette permission est finalement donnée le 3 octobre 1990, date à laquelle la République démocratique allemande est intégrée dans la République fédérale d'Allemagne. Il faut également souligner que ces « promesses » ne prennent en aucun cas la forme d'un accord signé mais de discussions entre représentants politiques. A ce jour aucun traité n'existe entre la Russie et

⁶ "UKRAINE: SELON LE PRÉSIDENT VOLODYMYR ZELENSKY, "200.000 SOLDATS RUSSES" SONT À LA FRONTIÈRE", BFMTV, 24 février 2022, URL : https://www.bfmtv.com/international/ukraine-selon-le-president-volodymyr-zelensky-200-000-soldats-russes-sont-a-la-frontiere_AD-202202230709.ht

⁷ "Record of Conversation between Mikhail Gorbachev and James Baker", National Security Archive, 9 février 1990, URL : <https://nsarchive.gwu.edu/document/16117-document-06-record-conversation-between>

⁸ Klaus Wiegrefe, "Neuer Aktenfund von 1991 stützt russischen Vorwurf", Der Spiegel, 18 février 2022, URL : <https://perma.cc/6N8Y-NT7G>

l'OTAN interdisant l'expansion de cette dernière⁹. De plus, on retrouve à chaque fois dans les discours de Vladimir Poutine une invisibilisation des anciennes Républiques soviétiques devenues indépendantes à partir de 1991. Ces pays souverains sont traités comme une simple zone d'influence que l'Occident aurait volé à la Russie. Alors que l'adhésion à l'OTAN a été voulue et demandée par ces États lors des élargissements successifs de l'alliance Atlantique, une autre interprétation est possible. Ce ne serait plus l'ouest qui envahi l'est mais l'est qui s'est rapproché de l'ouest. Les anciens États satellites de Moscou, craignant de revenir dans le giron de la Russie, se sont lancés à la recherche de garanties de sécurité face à cette dernière. Ce n'est qu'à partir de 2007 que le président russe commence à évoquer cette promesse brisée lors de la conférence de Munich pour la sécurité. Auparavant, la Russie s'était engagée dans une relation étroite avec l'OTAN avec notamment l'acte fondateur Russie-OTAN de 1997. Ce récit d'une trahison de l'OTAN est exacerbé par Vladimir Poutine depuis des années pour l'imposer dans les esprits. C'est également un moyen de faire oublier les nombreux accords que le président russe a violé de facto depuis 2014 comme le Mémoire de Budapest de 1994, ainsi que le traité d'amitié russo-ukrainien de 1997 qui voyaient la Russie s'engager à respecter l'intégrité territoriale de ses anciennes Républiques dont l'Ukraine.

Pour autant il serait mensonger d'affirmer qu'à aucun moment les États-Unis et l'Europe n'aient jamais été conscients des risques d'un trop grand élargissement de l'OTAN en particulier vis-à-vis de la Russie. Pendant près d'une décennie, le président américain Bill Clinton n'aura de cesse de tenter de rassurer le président russe Boris Eltsine sur les intentions des Occidentaux alors que l'OTAN s'étendait toujours plus vers l'est. Sans grand succès, puisque dès 1994, Boris Eltsine accuse son homologue américain dans un discours retentissant au sommet de Budapest le 6 décembre 1994, de vouloir "partitionner l'Europe". Après des vagues d'adhésion successives et un changement de ton de la part de la Russie, l'éventuelle adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine avait été gelée depuis 2008, ces deux pays ne s'étant même pas vu proposer le Plan d'action pour l'adhésion à l'OTAN. Malheureusement, cela n'a pas suffi. Depuis le début de l'invasion, les pays de l'OTAN ont systématiquement rejeté une intervention militaire directe en Ukraine, craignant une escalade incontrôlable du conflit. Dans un éditorial publié sur le site de l'IFRI (l'Institut de relations internationales et stratégiques), Pascal Boniface (fondateur et directeur de l'IFRI) affirme que si la responsabilité de Poutine dans cette guerre est sans équivoque, de nombreuses erreurs ont été commises par les Européens et les Américains notamment vis-à-vis de l'élargissement de l'OTAN et qu'à l'avenir « il faudra se souvenir et peut-être ne pas renouveler les mêmes erreurs à l'égard de la Russie et ne pas la traiter comme un pays vaincu »¹⁰.

⁹ Juliette Mansour, "L'OTAN a-t-elle rompu un accord passé à la fin de la Guerre froide prévoyant qu'elle n'étendrait pas ses frontières à l'Est ?", AFP Factuel, 4 mars 2022, URL : <https://factuel.afp.com/doc.afp.com.324B4H4>

¹⁰ Pascal Boniface, "Guerre en Ukraine : éviter les simplifications", IFRI, 28 mars 2022, URL : <https://www.iris-france.org/166206-guerre-en-ukraine-eviter-les-simplifications-2/>

III. Un génocide contre les russophones depuis 2014 ?

Dans son discours justifiant « l'opération militaire spéciale » en Ukraine, Vladimir Poutine affirme « qu'il faut arrêter immédiatement ce cauchemar – le génocide contre les millions de personnes vivant là-bas [le Donbass]. ». Depuis 8 ans une guerre oppose les loyalistes ukrainiens et des séparatistes dans cette région de l'est de l'Ukraine. Cette rhétorique du génocide avait aussi été reprise dans le discours du 21 février 2022 justifiant la reconnaissance des territoires séparatistes de la République populaire de Donetsk et de la République populaire de Louhansk¹¹. Il apparaît alors pertinent de se définir le génocide. Utilisé pour la première fois en 1944 par l'avocat polonais Raphaël Lemkin, dans son livre intitulé *Axis Rule in Occupied Europe*, le génocide est défini à l'article 2 de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide : « le génocide s'entend d'actes commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux ». Pour établir un génocide, toujours selon la convention, il faut affirmer la présence d'un élément psychologique (l'intention de détruire, en tout ou en partie le groupe concerné) et d'un élément matériel (les actes commis dans le cadre du génocide). Ce terme est également à différencier du « nettoyage ethnique » souvent confondu par maladresse ou par intention. Un « nettoyage ethnique » vise la « suppression d'un groupe particulier d'un territoire particulier, souvent dans des régions frontalières d'Etats cherchant à se débarrasser de ce qu'ils pensent être des populations indésirables ». Il ne s'agit plus de faire disparaître un groupe de la surface de la Terre mais de provoquer sa disparition d'une zone particulière. Même si de nombreuses méthodes d'épuration se retrouvent dans ces deux notions, la finalité n'est pas la même. Dans notre cas, le groupe social persécuté est clairement identifié par Vladimir Poutine comme les Ukrainiens russophones. Mais peut-on affirmer, comme le président russe, qu'un génocide a lieu sous nos yeux depuis 8 ans en Ukraine contre les russophones ?

Rappel des faits. Au début d'avril 2014, dans la région du Donbass appartenant à l'Ukraine, les manifestations anti-Maïdan évoluent en insurrection armée contre le nouveau gouvernement ukrainien dans le sillage de l'annexion de la Crimée par la Russie. De cette insurrection armée naissent deux entités non reconnues par l'ONU : la « République populaire de Donetsk » puis la « République populaire de Lougansk ». L'armée ukrainienne intervient dans l'Est du pays mais se retrouve rapidement confrontée à une résistance farouche de la part des séparatistes. La Russie, pays frontalier, est accusée de soutenir militairement les insurgés. Le conflit atteint alors son paroxysme quand, le 17 juillet 2014, un avion de la compagnie Malaysia Airlines est abattu par un tir de missile entraînant la mort de tous ses occupants, soit 298 personnes. Le 5 septembre 2014, un premier accord de Minsk est négocié et signé pour faire cesser la guerre du Donbass, mais sera un échec. Le 12 février 2015, les accords de Minsk II, sont signés en présence de l'Ukraine, de la Russie, de

¹¹ Laurent Marchand, "Ce que Poutine a dit hier soir sur l'Ukraine - VERBATIM", Blog Ouest France, 22 février 2022, URL : <http://international.blogs.ouest-france.fr/>

l'Allemagne, de la France et de la Biélorussie. Ils prévoient un nouvel accord de cessez-le-feu prévoyant l'arrêt des combats, contre l'engagement des différentes parties sur une feuille de route de treize points dont la démilitarisation de la zone et une plus grande autonomie pour les régions séparatistes. Si le conflit est gelé, les tensions persistent notamment dû au non-respect des accords sur de nombreux points comme la fin des combats par toutes les parties engagées.

Il s'agit maintenant de savoir comment identifier la probabilité d'un génocide. Plusieurs indices peuvent être identifiés. Concernant l'élément matériel (des actions mises en œuvre sur le terrain) le nombre de morts de personnels non armés, c'est-à-dire des civils, est un bon indicateur de la probabilité d'un génocide. Selon un bilan établi par le Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) en mars 2020, il y aurait eu entre le 14 avril 2014 et le 15 février 2020 entre 13 000 et 13 200 tués, avec une proportion élevée de combattants par rapport au nombre de civils. En effet, si au moins 3.350 civils ont été tués, environ 4.100 soldats des forces armées ukrainiennes et environ 5.650 membres de groupes armés ont trouvé la mort dans ce conflit, soit 25% de victimes civiles au total. En comparaison à la guerre du Kosovo, souvent citée comme similaire à celle du Donbass, plus de 80% des quelques 13 517 victimes étaient des civils lorsque l'armée serbe est intervenue dans cette région séparatiste. D'après le projet « Kosovo Memory Book » en 2014, ces civils étaient en grande partie des Kosovars albanais avec 8661 morts¹². Un autre indice est celui des réfugiés. Observe-t-on un afflux massif de réfugiés russophones fuyant

l'Ukraine pour échapper à des persécutions des autorités nationales ? Là encore, les chiffres ne démontrent pas cette tendance. Selon le HCR, au 2 septembre 2014, le conflit avait déjà forcé plus d'un demi-million de personnes à fuir leur foyer. Au total, 260 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur de l'Ukraine, et 260 000 ont trouvé refuge en Russie¹³. Quand on compare aux près de 800 000 kosovars albanais qui avaient fui le Kosovo pour se réfugier dans les pays voisins¹⁴ cela met clairement en doute l'existence d'un génocide contre les russophones. En effet, on observe des mouvements de réfugiés à peu près égaux autant vers les pays limitrophes de l'Ukraine que dans l'Ukraine elle-même et pas seulement des civils des régions séparatistes et des russophones.

Quid de l'élément intentionnel ? Y a-t-il eu dans les discours des dirigeants ukrainiens la volonté d'organiser un génocide ? Là encore, Il n'y a pas de message clair des autorités ukrainiennes supposant une volonté de purifier le Donbass des russophones là où le président serbe Milosevic, était jugé par la Cour pénale internationale (CPI) de la Haye pour avoir incité un nettoyage ethnique dans le but de créer une « grande Serbie ». Un discours de l'ancien président Petro Porochenko de décembre 2014, repris par la propagande pro-russe semblait affirmer une volonté des autorités ukrainiennes de dénigrer la population russophone du Donbass. Mais la traduction de ce discours

12 Marie Verdier, "La liste des victimes de la guerre du Kosovo rendue publique", La Croix, 14 décembre 2014, URL: <https://www.la-croix.com/Actualite/Europe/La-liste-des-victimes-de-la-guerre-du-Kosovo-rendue-publique-2014-12-14-1253471>

13 Dan McNorton/Divers, "260 000 déplacés internes en Ukraine : leur nombre a plus que doublé depuis début août", UNHCR, 2 septembre 2014 URL : <https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2014/9/5405cdf2c/260-000-deplacés-internes-ukraine-nombre-double-debut-ao-t.html>

14 Olivier Vilain, "Vingt ans d'aide humanitaire au Kosovo", Secours Populaire Français, 16 avril 2019, URL : <https://www.secourspopulaire.fr/kosovo-1999-aide-humanitaire-refugies>

était erronée selon les vérifications de nombreux médias comme AFP Factuel ou Checknews de Libération¹⁵. L'ancien président dénonçait les conditions de vie déplorables auxquelles les populations dans les territoires séparatistes doivent faire face depuis le début de la guerre. Sans compter que, encore selon Adrien Nojon, les populations du Donbass « ont toujours été sous perfusion de l'Etat ukrainien » qui autorisait les personnes âgées du Donbass à percevoir leur retraite et retirer l'argent que leur devait l'Etat ukrainien. Il paraît donc difficile d'affirmer à ce stade qu'il y a eu une volonté de génocide contre les russophones.

Ainsi, même s'il reste évident que l'accusation de génocide contre les populations russophones du Donbass, et de l'Ukraine en général, ne semble pas tenir la route, cela ne doit pas occulter les souffrances réelles qu'ont subi les civils à cause d'exactions commises dans les deux camps. Plusieurs ONG dont Amnesty International et Humans Right Watch dénoncent des exactions commises par toutes les parties en guerre. Le procureur de la CPI, Karim Khan, a annoncé le 28 février l'ouverture d'une enquête au regard d'allégations de crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis en Ukraine depuis novembre 2013¹⁶. Une fois la paix revenue, il faudra laisser toute la liberté à la CPI pour faire la lumière sur tous les crimes commis en Ukraine depuis le début des tensions.

¹⁵ "Attention à cette vidéo de l'ancien président ukrainien Petro Porochenko qui aurait menacé les populations du Donbass en 2014", AFP Factuel, 18 mars 2022, URL : <https://factuel.afp.com/doc.afp.com.326C94Q>

¹⁶ "Déclaration du Procureur de la CPI, Karim A.A. Khan QC, sur la situation en Ukraine : Réception de renvois de la part de 39 États parties et ouverture d'une enquête", Cour Pénale Internationale, 2 mars 2022, URL : <https://www.icc-cpi.int/fr/news/declaration-du-procureur-de-la-cpi-karim-aa-khan-qc-sur-la-situation-en-ukraine-reception-de>

IV. L'Ukraine, un territoire historique de la Russie ?

Dans son discours de reconnaissance des territoires séparatistes de la République populaire de Donetsk et de la République populaire de Louhansk du 21 février 2022, Vladimir Poutine affirmait tel quel : « Permettez-moi donc de commencer par le fait que l'Ukraine moderne a été entièrement créée par la Russie, ou plus précisément, par la Russie bolchevique et communiste. ». Le président russe s'appuie une fois de plus sur des faits historiques tout en déformant à nouveau la réalité et en omettant de nombreux éléments. Car l'histoire de l'Ukraine n'a pas commencé à l'époque de l'URSS mais bien avant¹⁷.

Retracer l'histoire de l'Ukraine n'est pas chose aisée. En 864, les peuples vikings venus de Scandinavie remontent le fleuve de Dniepr et s'installent à Kiev. Quelque temps après sera fondée la fameuse « Rus de Kiev » ou « Principauté kiévienne ». Loin de ressembler à un territoire uni, ce royaume prenait plutôt la forme d'un ensemble hétéroclite de différents peuples et ethnies qui s'étendait à son paroxysme sur presque toute l'Europe de l'Est. Une entité qui constituait une fédération féodale jusqu'au XIII^e siècle et l'une des plus grandes puissances d'Europe depuis laquelle va naître la culture et l'identité ukrainienne. A partir du XIII^e siècle et l'invasion par les Mongols, la Rus de Kiev va perdre de sa grandeur et passera sous le joug d'Empires successifs comme la Moscovie ou le grand-duché de Pologne-Lituanie. En 1648 a lieu la révolte des Cosaques, qui s'affranchissent de la Pologne-Lituanie pour fonder leur propre communauté de destin dans le cadre d'un pouvoir indépendant : l'Hetmanat. Leur culture et leur tempérament farouchement indépendant poseront les bases du nationalisme ukrainien. Pour exister au milieu de grands empires, les Cosaques s'allient à la Russie en 1654 (Traité de Pereïaslav). Les copies originelles du traité ayant été perdues, ce dernier est victime de multiples interprétations. Pour les Russes, il ne s'agit pas seulement d'une alliance, mais d'une réunification entre deux peuples frères. En 1764, l'Hetmanat sera absorbé par l'Empire russe. Craignant les velléités nationalistes ukrainiennes, le Tsar Alexandre II tentera de réduire l'usage de la langue ukrainienne mais la culture et l'identité de l'Ukraine persisteront.

Au XX^e siècle, l'histoire de l'Ukraine va connaître de nombreux bouleversements. A la suite de la première révolution de 1917 en Russie, la République populaire ukrainienne est proclamée avec à sa tête Mykhaïlo Hrouchevsky. Pendant 5 ans, cette entité va se débattre pour exister alors que de nombreuses forces politiques cherchant à imposer leur suprématie sur ce territoire. Mais dès 1922, Lénine fédère les Ukrainiens et met fin à la parenthèse indépendantiste de ce pays qui devient la République socialiste soviétique d'Ukraine. Cette période sera très dure pour le peuple ukrainien qui devra payer l'audace de sa résistance face à Staline. Ce dernier organisera une gigantesque famine : « l'Holodomor » entre 1932 et 1933 qui causera des millions de morts. La Seconde Guerre

¹⁷ Anna Moreau, "L'Ukraine a-t-elle été créée par la Russie ?", Le Monde, 24 mars 2022, Youtube : <https://www.youtube.com/watch?v=wzUxVxicKao>

Mondiale ne sera pas plus tendre avec l'invasion nazi. Si après la mort de Staline, l'Ukraine se reverra mieux considérée par le pouvoir communiste, la gestion de la catastrophe de Tchernobyl en 1989 sera pour les Ukrainiens une nouvelle désillusion vis-à-vis du pouvoir russe. Dans le sillage de la chute de l'URSS, l'indépendance formelle fut octroyée en 1991 à l'Ukraine et ensuite ratifiée par un référendum populaire dans lequel le « oui » l'emporta à 90%. À l'issue d'une histoire pour le moins tourmentée, l'Ukraine devenait enfin un État-nation.

L'histoire de l'Ukraine est donc bien plus riche que ce que Vladimir Poutine laisse paraître en affirmant que la création de « l'Ukraine moderne » s'est faite grâce aux Bolcheviques. L'identité, la culture et le nationalisme ukrainien existaient depuis déjà des siècles. Leurs ancêtres n'ont pas attendu l'URSS pour se fédérer sous diverses entités comme la Rus de Kiev et l'Hetmanat Cosaque. Les peuples russes et ukrainiens partagent certes une bonne partie de leur histoire en commun mais quand Vladimir Poutine affirmait que « l'Ukraine n'existe pas » ou que « le peuple ukrainien n'existe pas », le président russe réécrit l'histoire de ce pays de manière trompeuse et malhonnête.

En conclusion, cet article avait pour ambition d'aller à la source du narratif développé par Vladimir Poutine depuis des années pour justifier son invasion de l'Ukraine. A chaque fois le président russe part de faits historiques ou avérés mais joue en grande partie la carte de l'omission pour parvenir à ses fins et imposer un récit fabriqué de toutes pièces. Même si ce dernier est à blâmer pour cette guerre imposée à l'Ukraine, ces événements tragiques doivent être l'occasion pour les Occidentaux et surtout les Européens de faire preuve d'une certaine remise en cause. A l'heure où chaque vote de l'Assemblée générale de l'ONU permet de mettre en lumière l'avènement d'un monde de plus en plus multipolaire, il est temps pour les puissances occidentales de repenser leur place dans ce monde complexe. Elles disposent de nombreux atouts et l'union sacrée contre Vladimir Poutine démontre bien la force de frappe des démocraties occidentales. Mais le spectre de la division pourrait ressurgir très rapidement et les puissances illibérales et autoritaires n'hésiteront pas à en jouer. A l'heure où cet article est écrit, Vladimir Poutine semble être entré dans une logique d'attrition faute d'un succès rapide en Ukraine, comptant sur la division des puissances occidentales dans un avenir proche. De plus, face également au torrent de « fake news » déployées sur les réseaux sociaux dans le seul but de faire douter le citoyen, il est important de pouvoir se raccrocher à des faits avérés et de comprendre les intentions de ceux qui diffusent ces informations.



OSEEM

OBSERVATOIRE STRATÉGIQUE DE RECHERCHE POUR L'EUROPE ET LA MÉDITERRANÉE

Avec l'OSEEM, nous voulons rendre accessible à tous les enjeux internationaux et les grands événements régionaux en proposant une analyse approfondie mais simple, afin de faire vivre le débat démocratique. A travers des articles, des dossiers de recherches et une veille géopolitique hebdomadaire, notre but est de décrypter et étudier les variations autour de l'espace stratégique européen de manière claire, ludique et interactive en jouant sur les formats digitaux à notre disposition.